FLN : LE BRAS DE FER SE POURSUIT

Ziari ne lâche rien à Belkhadem

Le bras de fer entre le secrétaire général du Front de libération nationale et le président de l'Assemblée populaire nationale se poursuit. Hier, dimanche, cela s'est traduit par une décision de dernière minute prise par Abdelaziz Belkhadem de décréter le huis clos pour la rencontre qu'il présidait avec les cadres du FLN de la wilaya d'Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Les représentants de la presse qui étaient pourtant dûment invités par la direction du FLN à venir assurer la couverture de la rencontre, d'abord prévue pour la matinée puis décalée à l'après-midi, seront en effet surpris d'entendre Belkhadem leur dire que «la réunion d'aujourd'hui étant organique et interne, va se tenir à huis clos».

Le patron du FLN, visiblement tendu, avait rejoint la salle de réunions du siège du parti à Hydra accompagné de Abdelaziz Ziari avec lequel il était en tête-à-tête dans son bureau pendant plus de deux heures.

Une autre rencontre donc entre les deux hommes qui n'a manifestement pas eu raison des profondes divergences apparues depuis la fin août dernier. L'un, Ziari, qui n'est pas près de renoncer à son actuel poste de président de l'Assemblée populaire nationale et l'autre, Belkhadem, qui ne désespère pas de propulser à ce même poste l'actuel ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia.

Ziari qui refuse une demande de Belkhadem consistant en le blocage au niveau de l'APN de l'article 93 du nouveau code électoral dont un alinéa oblige les membres du gouvernement candidats à des élections de démissionner de l'Exécutif trois mois francs avant l'échéance électorale, met à mal la stratégie du duo Belkhadem-Harraoubia. Il leur complique davantage la tâche lorsqu'il réussit à s'emparer de la commission nationale d'évaluation des parlementaire du parti, initialement prévue pour Harraoubia.

Député d'Alger par ailleurs, l'actuel président de l'APN exerce sur les mouhafadhas de la capitale une influence et un contrôle qu'il ne compte pas non plus céder. A en croire une source fiable au parti, il aurait même instruit les différentes structures de la capitale de ne délivrer aucune nouvelle carte d'adhésion avant les prochaines élections pour des militants inscrits jusque-là en dehors de la wilaya d'Alger.

«Il vise clairement Harraoubia, qui était élu dans la wilaya de Souk Ahras en 2007. Voire même Tayeb Louh, élu, lui, dans la wilaya de Tlemcen», nous explique notre source. Ziari n'ignorant pas que la position de tête de liste du FLN à Alger pour les élections législatives mène tout droit au perchoir de l'Assemblée. Du moins, c'est la tradition, une sorte de règle non écrite au niveau de l'ex-parti unique. C'est dire que le choix de Belkhadem, ayant opté pour le huis clos pour la tenue de la réunion d'hier avec les responsables des mouhafadhas, des P/APC et les cadres du parti à Alger et en la présence de Ziari, n'était pas du tout fortuit. Aussi, convient-il de s'attendre à une nouvelle bataille qui aura cette fois l'APN comme théâtre lorsqu'il s'agira de procéder au vote de la nouvelle loi portant code électoral. On croit savoir sur cette question que, faute d'obtenir l'annulation de l'alinéa qui oblige les ministres à démissionner en cas de candidature aux législatives, Belkhadem tente de convaincre Ziari de réduire le délai de trois mois à seulement quarante-cinq jours. Lui fera-t-il cette concession ?

K. A.

5e ÉDITION D'EXPOPLAST

Le «business vert», un défi pour les industries de la plasturgie

Les professionnels de l'industrie de la plasturgie, du caoutchouc et du tube se rencontreront en ce mois d'octobre à l'occasion de deux manifestations que sont Expoplast 2011 et Pipexpo 2011, prévues du 13 au 16 de ce mois en cours à l'esplanade de l'hôtel Hilton. Pour cette année, «le business vert» sera au programme de la manifestation qui réunira, selon ses organisateurs, une soixantaine d'exposants.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le thème des deux Salons professionnels sera axé, selon Saïd Irzi, directeur du salon, sur l'avenir de l'industrie du tube en Algérie et sur celui de la plasturgie et ses enjeux et perspectives. Mme Lamia Dali Yahia, coordinatrice REME/Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI) a déclaré : «Il s'agit dans ce genre de manifestations de sensibiliser pour un business vert et intégrer l'aspect développement durable chez les industriels de la plasturgie».

Selon la responsable, la participation de la CACI au cours des précédentes éditions d'Expoplast a permis de faire un diagnostic du secteur comme le but est de permettre «la réalisation d'un investissement profitable à tous». Les organisateurs du salon rappelleront que le marché algérien du plastique et des tubes dispose d'une capacité actuelle de production nationale de 110 000 tonnes par an.

Ils noteront, en outre, que la suppression du monopole des entreprises d'Etat a changé l'organisation du secteur, notamment en matière d'approvisionnement en polymères, entraînant la création de plusieurs sociétés importatrices et des bureaux de liaison des grands groupes chimiques producteurs de polymères.

Les professionnels industriels sont, en outre, organisés dans le cadre d'une association nationale des producteurs de plastique. Les industriels déploreront, toutefois, l'absence d'une fédération qui organiserait la profession.

Cette dernière, selon ses membres, est toutefois en voie d'aller vers une meilleure organisation.

Pour les intervenants, il s'agira aussi d'encourager les jeunes investisseurs à opter pour le secteur agricole. M. Melha, conseiller auprès du ministre de l'Agriculture, mettra l'accent sur l'importance de l'irrigation dans l'agriculture, en général, et le blé, en particulier. Ces projets seront réalisés, selon le spécialiste, à travers l'utilisation du matériel adéquat, qui répond aux normes. Il citera aussi le manque d'emballage pour le secteur de l'agriculture.

Une soixantaine d'exposants participeront au Salon Expoplast en plus des micro-entreprises qui, selon les organisateurs, s'inscrivent à la veille du salon.

Des journées d'études seront aussi organisées en marge du salon et seront notamment consacrées à l'impact de la filière du plastique et tube.

F.-Z. B.

DERNIER RECOURS DES CADRES MOYENS POUR SE LOGER

La promotion immobilière a aussi ses problèmes

N'ouvrant pas droit aux autres segments de construction de logements, tels le social, le rural, la location-vente ou le participatif, le cadre moyen, dont le revenu se situe généralement dans une fourchette comprise entre 70 000 et 100 000 DA, et qui ne lui offre pas beaucoup d'alternatives, se rabat sur la promotion immobilière, qu'elle relève du secteur privé ou de l'Etat.

Malgré les chiffres officiels avancés par les pouvoirs publics estimant le nombre global de logements livrés durant le quinquennat 2004-2009 à plus de 800 000, avoir un toit demeure encore difficile. En dehors des dizaines de milliers d'unités réellement livrées, principalement par les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), les intervenants dans le secteur de la construction s'interrogent sur les moyens réels de faisabilité quant aux chiffres avancés pour le quinquennat en cours (2010-2014). Celui-ci projette la réalisation de quelque 1,5 million de logements tous segments confondus. A ce sujet, on évoque des contraintes objectives, mais également d'autres subjectives.

Concernant ces dernières, il est fait état d'une bureaucratie étouffante, causant dans le meilleur des cas des retards de livraison donnant lieu à des réévaluations portant des fois au double le prix du logement fixé initialement, si ce n'est l'abandon pur et simple du projet.

Revenons au cadre moyen désirant acquérir un chez soi. Il a la possibilité, selon les textes en vigueur, d'opter pour le promotionnel aidé sous conditions, le promotionnel libre (sans aide de l'Etat) ou la vente sur plan aidée ou sans aide (promotionnel LSP pour le premier ou promotionnel libre pour le second). C'est selon les cas. Il y a ceux qui bénéficient de conditions d'éligibilité à cette aide et ceux qui n'en bénéficient pas.

Afin de se faire une idée sur les aléas rencontrés par les promoteurs immobiliers, nous nous sommes rapprochés de Belkacem Belhadj, directeur général de la société mixte de réalisation et de promotion immobilière (Meditbat) dont le siège est implanté à Annaba.

«Du fait de la crise du logement, le créneau de la promotion immobilière peut paraître a priori juteux du fait que c'est l'argent des autres (acquéreurs) qui est investi par le biais de la vente sur plan. Cependant, ceci est aléatoire pour le promoteur», affirme M. Belhadj. Pour lui, la réalisation d'un projet de ce segment «est parsemée de d'embûches et de difficultés de toutes sortes». Il commence par évoquer, à ce propos, «la grande gymnastique pour régler les différents obstacles bureaucratiques» qui se dressent devant lui. Il est tenu de trouver un terrain d'assiette (le foncier) bien localisé à un tel projet pour lequel l'acquéreur a investi de l'argent, un bureau d'études fiable et des entreprises ayant une main-d'œuvre qualifiée et un matériel lourd adéquat, enfin des fonds de roulement (financement) pour son projet.

Une fois le projet démarré, il faut ajouter les pénuries et autres inflations des prise des matériaux de construction, ce qui se répercute sur le coût initial du logement. Toutefois, ce n'est pas le cas pour un promoteur, réalisateur qui dispose de moyens de réalisation colossaux en adéquation avec la consistance de son programme, relève la même source.

A. Bouacha

Des entrepreneurs asturiens en visite d'affaires en Algérie

Une délégation d'hommes d'affaires de la principauté des Asturies, région autonome du nord de l'Espagne, est depuis hier à Alger pour une visite de cinq jours, soit jusqu'au jeudi 6 octobre. C'est la deuxième visite du genre après celle conduite par le président de cette région en novembre 2010.

La délégation, dirigée par le président de la Fundatifin Laboral de la Construccifin (Fondation du travail pour la construction de la principauté des Asturies), entité qui supervise la formation professionnelle dans cette région, compte les représentants d'une quinzaine d'entreprises activant dans plusieurs secteurs : technologies liées à l'énergie solaire, construction, technologie de l'information et l'agriculture.

Au programme de cette visite, une entrevue avec le ministre de l'Industrie, le ministre de la Formation professionnelle ainsi que des rencontres B2B entre hommes d'affaires algériens et asturiens.

En plus des rencontres personnalisées entre hommes d'affaires — des rencontres ont mené par le passé à la signature de plusieurs contrats de livraison et de partenariat entre les entrepreneurs algériens organisés sous l'égide de la Confédération algérienne du patronat (CAP) de Boualem Marrakchi —, l'entrevue avec le ministre de l'Industrie et celui de la Formation professionnelle portera sur la formation professionnelle dans les domaines de la construction et surtout de la sidérurgie, la principauté des Asturies dispose d'une expérience intéressante.

Bref, dans le cadre de la coopération bilatérale, la première visite a été effectuée dans cette région autonome du royaume d'Espagne par une délégation d'hommes d'affaires algériens en juin 2010. Une autre délégation algérienne était également dans la région en mai 2011. Des visites coordonnées par le ministère algérien de l'Industrie à travers les services compétents de l'ambassade d'Algérie à Madrid et Asturex, l'organe en charge de la promotion extérieure de la principauté des Asturies.

L. H.